



Bulletin

UNESCO-UNEVOG

Bulletin du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, Bonn, Allemagne

Inauguration du Centre

Rupert Maclean, Directeur

«J'espère que le Centre International UNEVOG de Bonn contribuera à l'instauration d'un monde où la nourriture pour tous, la santé pour tous et le travail pour tous seront des choses normales parce qu'il y aura l'éducation pour tous.»



Sir John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation, prononce une allocution lors de l'inauguration du Centre international UNESCO-UNEVOG.

C'est par ces mots que Sir John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation au siège parisien de l'UNESCO, a officiellement inauguré lundi 8 avril 2002 le Centre international UNESCO-UNEVOG.

Près d'une centaine d'invités ont participé à l'inauguration du Centre, parmi lesquels des membres du corps diplomatique, des personnalités politiques locales et fédérales, des représentants des organisations des Nations unies de Bonn et d'ailleurs, des représentants du gouvernement allemand, des organisations patronales et syndicales, des représentants de la communauté internationale des donateurs, de même que des collègues du siège parisien de l'UNESCO et des instituts de l'UNESCO de Moscou, Hambourg et Paris.

Des allocutions ont été prononcées par Mme Veronica Pahl, Directrice générale,

Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche (BMBF), Mme Bärbel Dieckmann, Maire de Bonn, Dr Michael Hofmann, Directeur général, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), Sir John Daniel, Sous-Directeur général, UNESCO, Paris, M. Pekka Aro, Directeur, Organisation internationale du travail, et le Professeur Dr Klaus Hüfner, Président de la Commission allemande pour l'UNESCO.

Les orateurs ont rappelé que l'enseignement et la formation techniques et professionnels sont considérés par les États membres de l'UNESCO comme un domaine prioritaire dans le cadre des activités des programmes de l'UNESCO. Ils ont noté qu'une telle priorité va de soi puisque tout prouve que l'EFTP peut jouer un rôle capital dans la promotion d'un développement humain et d'une croissance économique durable, avec des avantages manifestes pour les individus, leurs familles, les communautés locales et les sociétés en général.

Améliorer l'éducation préparatoire au monde du travail peut contribuer à élever les revenus réels des travailleurs dans les secteurs tant formel qu'informel du marché du travail, à donner aux citoyens une plus grande gamme de choix dans leur vie professionnelle, à aider à atténuer la pauvreté, et à promouvoir les individus qui se trouveraient sinon marginalisés.

En outre, le travail constitue un élément fondamental de la vie de la plupart des individus, non seulement parce qu'il leur procure un revenu, mais aussi parce qu'il contribue à définir leur statut et leur identité individuels et sociaux.

Le Centre international UNESCO-UNEVOG a pour objectif d'aider les États membres à mettre en place des dispositifs performants, adaptés et économiques d'enseignement et de formation

techniques et professionnels ouverts à tous. À ce titre, le Centre participe à l'effort mondial pour parvenir à l'éducation pour tous.

Au cours de la cérémonie, des messages de félicitations formulés par des partenaires du monde entier à l'occasion de l'inauguration du Centre ont été diffusés grâce à une présentation vidéo/audio.



Le Sous-Directeur général de l'UNESCO (à droite) envoie des messages inauguraux dans le monde entier, en compagnie du Directeur du programme focal de l'OIT sur les compétences, les connaissances et l'employabilité (à gauche) et du Président de la Commission allemande pour l'UNESCO (au milieu).

Après les différentes allocutions, c'est en actionnant symboliquement des boutons pour envoyer des messages électroniques dans le monde entier que le Centre international UNESCO-UNEVOG a été officiellement lancé. Ces messages ont été adressés aux Instituts, Centres et Bureaux régionaux de l'UNESCO, aux Commissions nationales pour l'UNESCO et aux Délégations permanentes auprès de l'UNESCO, aux partenaires relevant d'agences internationales, gouvernementales et non gouvernementales, et aux 205 Centres UNEVOG installés dans 136 pays à travers le monde entier.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez consulter notre site web à l'adresse www.unevoc.de/inauguration.

Pleins feux sur l'Afrique australe: «Focus Southern Africa» à LEARNTEC 2002



Comment les technologies éducatives peuvent-elles contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation techniques et professionnelles (EFTP)? Peuvent-elles en réduire le coût de mise en œuvre? Améliorent-elles l'accès? Que peut-on faire pour faciliter le partage des connaissances et de l'expertise en matière d'EFTP en Afrique australe? La fracture numérique est-elle un obstacle à l'apprentissage électronique, ou bien peut-elle même faire fonction d'instrument permettant aux laissés pour compte de combler leur retard sur les développements globaux?

Telles sont les questions qui ont été discutées lors du séminaire spécial UNESCO-UNEVOC «Focus Southern Africa» qui s'est tenu pendant le 10^e Congrès européen des technologies de l'éducation et de l'information (LEARNTEC 2002), à Karlsruhe, en Allemagne.

Le séminaire s'est tenu au titre de l'initiative «Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir: stimuler les réformes en Afrique australe par la coopération sous-régionale» qui avait été lancée conjointement fin 2000 par le Département de l'enseignement et de la formation professionnels du Ministère de l'éducation du Botswana et par le Centre international UNESCO-UNEVOC. Il a rassemblé des acteurs clés des domaines de l'EFTP et des technologies de l'information et de la communication (TIC) de nombreux pays: Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe, République unie de Tanzanie, ainsi que de la section Développement des ressources humaines du Secrétariat de la Communauté de développement en Afrique australe (SADC).

Le séminaire a couvert pendant cinq jours un programme très fourni de discussions et d'activités en la matière. Il comprenait une série

de visites sur le terrain dans des établissements tels qu'un développeur de pointe de contenus d'apprentissage électronique, un centre d'apprentissage virtuel et un centre de recherche d'une entreprise chargé du développement de la plate-forme Internet d'apprentissage tout au long de la vie pour la formation professionnelle. Six sessions privées du groupe d'Afrique australe ont été consacrées à la poursuite du développement de projets sous-régionaux.

Partenariats public-privé dans le domaine des TIC et de l'apprentissage électronique

Plusieurs réunions se sont par ailleurs tenues avec des acteurs de deux projets de partenariat public-privé d'Afrique du Sud:

- ▶ DASSIE, le «système stratégique distribué avancé pour l'apprentissage électronique dans l'industrie» (voir l'article «Initiative d'apprentissage électronique en Afrique du Sud» dans le numéro de janvier 2002 du Bulletin UNESCO-UNEVOC).
- ▶ «Africa Drive» (un article distinct sur ce projet sera publié dans l'un des prochains numéros du Bulletin UNESCO-UNEVOC).

Les ministres de l'éducation des provinces d'Afrique du Sud concernées (Cap Ouest, Nord-Ouest) étaient impliqués de manière active. Ils ont invité les acteurs des autres pays de la SADC à étudier ces deux projets et à examiner les avantages qu'ils peuvent apporter à l'Afrique australe dans son ensemble.

Une plate-forme de gestion des connaissances pour l'Afrique australe

Les participants au séminaire ont souligné la nécessité pour les acteurs clés de la région de la SADC de procéder à un échange de connaissances en matière d'EFTP. Ils sont convenus que l'UNESCO-UNEVOC devrait prendre des dispositions pour qu'un serveur Internet soit disponible aux fins de gestion des connaissances pour les pays de la SADC. Les États membres de la SADC fourniront alors les documents requis afin d'en assurer la diffusion mutuelle: documents politiques, schémas directeurs, programmes d'études,

curricula, matériel de formation des enseignants, matériel d'évaluation et de certification, etc.

Il est apparu qu'à cette fin, une formation était nécessaire dans les domaines suivants:

- ▶ repérage et classification des contenus à échanger;
- ▶ exploitation et gestion de la base de connaissances;
- ▶ méthodes de recherche des contenus sur le serveur hébergeant la base de connaissances.

Les participants ont considéré qu'une méthode appropriée pour former les personnels concernés dans les pays en question consisterait à mettre en place des équipes mobiles de formation devant se rendre dans les différents pays.

Les pays participants ont mis en place un groupe de pilotage qui soumettra au Centre international UNESCO-UNEVOC des recommandations sur les questions d'intérêt commun et qui aidera à procéder au suivi du projet. Ce groupe de pilotage comprendra des acteurs concernés tels que l'UNESCO et SAP.

Développement d'un programme portant sur les TIC

Les participants au séminaire spécial UNESCO-UNEVOC «Focus Southern Africa» ont également arrêté les premières mesures devant aboutir à un programme pour l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'EFTP. Un groupe de pilotage a été aussi mis en place pour ce projet. L'une des premières mesures consistera à recueillir des informations sur la situation actuelle en matière de TIC dans les écoles professionnelles, les collèges techniques et la formation des enseignants, de même que sur l'application de l'apprentissage électronique dans l'EFTP dans la sous-région.

«Internet va représenter la plus grande opportunité du siècle. Unissons nos ressources en tant que membres de la SADC pour en profiter. Renforçons notre accès à Internet, et utilisons-le en faveur du développement des ressources humaines au moyen d'un système bien organisé et bien géré d'EFTP qui contribuera à améliorer la qualité de la vie des gens.»

*Suresh Munbodh,
Président du Conseil national de
l'informatique (NCB), Île Maurice,
participant au séminaire*

Un cadre régional de qualifications pour la SADC?

Les participants ont également discuté les perspectives d'élaboration de Cadres nationaux de qualifications et d'un Cadre régional de qualifications dans les pays de la SADC. Le Centre international UNESCO-UNEVOC et l'Organisation internationale du travail (OIT) examinent actuellement comment



Participants au séminaire «Focus Southern Africa»

apporter un concours commun à un tel projet.

Forum global de l'UNESCO sur la technologie de l'apprentissage

Le séminaire spécial UNESCO-UNEVOC «Focus Southern Africa» s'inscrivait dans le cadre plus général du «Forum global de l'UNESCO sur la technologie de l'apprentissage», qui a réuni des participants de toutes les régions du monde. Sir John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation, a prononcé une allocution sur le thème «Technologie et éducation: aventures dans le triangle éternel de l'éducation»: comment améliorer accès à l'éducation et qualité de l'éducation tout en en réduisant le coût.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Hans Kröner, Centre international UNESCO-UNEVOC, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: h.kroner@unevoc.de, ou de consulter www.unevoc.de/learntec2002.

Réunions de l'UNESCO

Les Directeurs de l'UNESCO se réunissent à Bonn

Le Centre international UNESCO-UNEVOC de Bonn, Allemagne, a accueilli la première réunion à laquelle aient jamais participé les responsables de tous les Bureaux régionaux, Instituts et Centres de l'UNESCO d'Europe.

La réunion, qui s'est tenue les 17 et 18 janvier 2002, a rassemblé les Directeurs des Bureaux régionaux de l'UNESCO de Moscou, Venise et Sarajevo, du Bureau de liaison de l'UNESCO de Genève, du Bureau international d'éducation (BIE), Genève, de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), Hambourg, de l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (ITIE), Moscou, du Centre européen pour l'enseignement supérieur (CEPES), Bucarest, de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPPE), Paris, et du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (Centre international UNESCO-UNEVOC), Bonn. Des respon-

sables de haut niveau du siège parisien de l'UNESCO ont également assisté à la réunion.

Cette réunion avait pour principaux objectifs d'assurer l'échange, entre les unités de l'UNESCO, d'informations sur les activités en cours et prévues pour élaborer ainsi un cadre de collaboration et de coopération entre les unités d'Europe, et d'impulser l'élaboration, pour les activités futures de l'UNESCO en Europe, d'une stratégie visionnaire englobant tous les secteurs de l'UNESCO, c'est-à-dire l'éducation, les sciences sociales et humaines, la culture, les communications et la science.

Ce groupe de Directeurs de l'UNESCO se réunira une nouvelle fois au cours de l'année pour discuter et finaliser la stratégie ébauchée et pour étudier les moyens les plus efficaces de la mettre en œuvre.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Rupert Maclean, Centre International UNESCO-UNEVOC, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: r.maclea@unevoc.de.

L'EFTP et l'enseignement secondaire

Le Centre international UNESCO-UNEVOC a participé à une réunion du «Groupe consultatif interinstitutions sur l'enseignement secondaire et la politique relative à la jeunesse» qui s'est tenue du 26 au 28 mars 2002 au siège de l'UNESCO, à Paris. Ce groupe, qui est coordonné par la Division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel à l'UNESCO, Paris, s'était déjà réuni deux fois, en 1999 et 2000.

Cette réunion avait pour objectifs:

- ▶ de passer en revue les développements intervenus depuis la réunion de février 2000, notamment en ce qui concerne les actions importantes engagées, les nouveaux résultats de la recherche et les orientations politiques;
- ▶ de cerner les principales implications du Cadre de Dakar pour la poursuite des activités au niveau secondaire;

- ▶ de repérer des domaines possibles de collaboration future;
- ▶ d'arrêter conjointement pour l'avenir le rôle, les missions et les modalités d'action du groupe.

Elle a rassemblé une trentaine de participants du siège de l'UNESCO, de ses Instituts et de ses Bureaux régionaux, de même que d'autres organisations des Nations unies (OIT, HCR, UNICEF et Banque mondiale), d'organisations intergouvernementales (Agence intergouvernementale, Conseil de l'Europe, OCDE et Commonwealth of Learning), d'agences bilatérales de France (DCTHEA), des États-Unis (USAid) et de Norvège (NORAD), ainsi que d'organisations non gouvernementales (Association pour le développement de l'éducation en Afrique, Internationale de l'éducation, Organisation du baccalauréat international, Conseil international pour l'éducation ouverte et à distance, Fédération internationale des femmes diplômées des universités et Fonds pour l'éducation post-primaire des réfugiés). Le British Council et l'Université de Pittsburgh y ont participé, et le Sultanat d'Oman et l'Organisation mondiale du mouvement scout étaient présents à titre d'observateurs.

Des documents de discussion ont été présentés sur la réforme et l'expansion de l'enseignement secondaire à la lumière de l'EPT et du Cadre d'action de Dakar, notamment sous l'angle de l'accès, de l'égalité et de la qualité, sur le financement de l'enseignement secondaire et sur la diversification des dispositifs au moyen de l'enseignement à distance et de systèmes alternatifs de mise en œuvre de l'enseignement. Des réunions de groupes thématiques ont examiné les besoins des adolescents, la réforme des curricula au niveau des contenus, des examens et de la validation, le rôle des enseignants, chefs d'établissement et autres personnels scolaires, et le lien entre l'enseignement secondaire et l'EFTP.

En ce qui concerne «l'éducation préparatoire au monde du travail et l'enseignement technique et professionnels», les principales questions soulevées ont été les suivantes:

- ▶ la nécessité d'adopter un concept plus large de l'enseignement professionnel et de le considérer comme un élément de l'apprentissage tout au long de la vie;
- ▶ l'enseignement professionnel n'est pas une filière éducative en soi mais peut intervenir de différentes manières au sein du curriculum;
- ▶ il n'y a pas de modèle unique quant à la configuration que devrait avoir l'enseignement secondaire et l'enseignement professionnel, car cela dépend du contexte spécifique du système éducatif concerné;
- ▶ il existe plusieurs thèmes transversaux critiques qui influent sur la relation entre enseignement professionnel et enseignement secondaire: le sexe, la



Les Directeurs des Bureaux et Instituts de l'UNESCO d'Europe réunis pour discuter une stratégie pour l'Europe.

pauvreté, le niveau technologique, les ressources disponibles;

- ▶ l'objectif devrait être de mettre en place des filières qui soient larges et longues pour que les apprenants puissent ne pas devoir fixer définitivement leurs options et que la réussite dans les filières professionnelles puisse permettre le passage aux filières académiques.

Les participants ont également examiné comment, où et dans quels domaines les partenaires assistant à la réunion pourraient collaborer. En matière d'enseignement secondaire et d'EFTP, des domaines privilégiés sont l'amélioration de l'accès à l'enseignement professionnel, l'assurance de qualité, les questions d'égalité compte tenu notamment de l'éducation pour les filles et les femmes, et l'amélioration du statut de l'enseignement technique et professionnel.

Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à M. Rupert Maclean, Centre international UNESCO-UNEVOC, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: r.maclea@unevoc.de, ou bien à Mme Sonia Bahri, siège de l'UNESCO à Paris, fax [+33] (1) 45685630, courrier électronique: s.bahri@unesco.org.

Coopération OIT-UNESCO

3e réunion du groupe de travail OIT-UNESCO



Il s'agissait de la troisième déjà d'une série de réunions de ce groupe de travail: le 9 avril, des représentants de l'OIT, de l'UNESCO Paris et du Centre international UNESCO-UNEVOC se sont rassemblés pour discuter de la coopération dans le domaine de l'EFTP. La réunion s'est tenue au Centre international UNESCO-UNEVOC, à Bonn, sous la présidence de l'UNESCO Paris.

Les participants, considérant d'un commun accord que l'OIT et l'UNESCO sont sur la bonne voie dans les domaines où elles collaborent, se sont engagés à poursuivre la coopération. La réunion a permis d'échanger les informations les plus récentes sur les activités actuellement menées par les deux institutions et de faire le point des progrès réalisés dans leurs projets et activités communs. L'UNESCO et l'OIT ont par ailleurs décidé de mettre sur pied ensemble un projet majeur de fort impact qui sera inscrit dans les plans à long terme d'activités de programmes des deux institutions. La prochaine réunion du groupe consultatif UNESCO-OIT se tiendra en janvier 2003 à Genève.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Mme Marion Mitschke, Centre International UNESCO-UNEVOC, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: m.mitschke@unevoc.de.

Bureaux régionaux de l'UNESCO

Éducation et développement dans les pays arabes

Le Centre international UNESCO-UNEVOC et le Bureau régional de Beyrouth de l'UNESCO ont joint leurs efforts à ceux du Centre d'excellence dans l'éducation et du Fonds de l'OPEP pour organiser un séminaire régional sur le thème «Normes de qualité dans l'éducation: éducation et développement» (Amman, 17-20 février 2002). Les principaux sujets discutés pendant le séminaire:

- ▶ gouvernance et politiques administratives;
- ▶ programmes et curricula;
- ▶ informatique et réseaux;
- ▶ échange d'expériences novatrices au niveau régional tout comme international.

L'UNESCO a contribué au programme du séminaire en présentant trois documents de travail sur «l'expérience des pays asiatiques dans la réforme de l'enseignement secondaire» et «le rôle du Centre international UNESCO-UNEVOC dans la promotion d'une éducation de qualité» (par Rupert Maclean, Centre international UNESCO-UNEVOC) de même que sur «la transition depuis l'école vers la vie active: réforme des programmes et curricula» (par Sulieman Sulieman, UNESCO Beyrouth).


Cinquante chefs et inspecteurs d'établissements de pays arabes ont participé au séminaire, la plupart venant du secteur de l'enseignement privé.

Le dernier jour du séminaire, S.E. Dr Hunter Al-Hasri s'est vu décerner un Prix d'excellence UNEVOC. Le Dr Al-Hasri est président du Centre national pour le développement des ressources humaines (Centre associé UNEVOC, Jordanie) et ancien membre du Comité consultatif de l'UNEVOC. Il a reçu cette distinction en récompense des contributions qu'il a apportées au développement de l'EFTP.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Sulieman Sulieman, Bureau régional de Beyrouth de l'UNESCO, fax [+966] (1) 824854, courrier électronique: s.sulieman@unesco.org.

Fondation européenne pour la formation (FEF)

Évaluation basée sur les compétences

 Les normes relatives à l'enseignement et à la formation professionnels (EFP) sont de plus en plus souvent utilisées pour décrire les compétences davantage que

les tâches et activités requises pour faire son métier. Les normes modernes de l'EFP tendent à être basées sur les compétences et servent souvent de base à l'étalonnage des performances des individus et à la mesure de leurs compétences. Malgré l'absence d'une méthodologie commune d'évaluation des compétences, les pays européens disposent d'une expérience de plus en plus vaste de l'évaluation des compétences dans l'entreprise et dans l'éducation des adultes, de même que de la validation des compétences acquises sur le mode informel ou non formel (validation de l'expérience antérieure) et dans l'enseignement professionnel initial et secondaire et dans l'enseignement supérieur.

Le *Mémorandum européen sur l'éducation et la formation tout au long de la vie* (<http://europa.eu.int/comm/education/life/memofr.pdf>) et le *Plan d'action sur l'éducation et la formation tout au long de la vie* (http://europa.eu.int/comm/education/life/communication/com_fr.pdf) soulignent l'importance de cette démarche et définissent l'ampleur de l'évaluation des compétences, dans l'UE et les pays candidats.

L'action de la FEF en matière de normes et d'évaluation

La Fondation européenne pour la formation coopère depuis 1995 avec les pays en transition pour les aider à réformer leurs systèmes d'EFP. Elle collabore actuellement avec plus de 40 pays partenaires dans quatre régions: Europe centrale et orientale, Balkans occidentaux, Méditerranée et nouveaux États indépendants et Mongolie. Depuis sa création, la Fondation se consacre particulièrement à l'élaboration de normes de formation et apporte un soutien actif aux normes basées sur les compétences.

Sur la base du travail mené sur les normes professionnelles, la Fondation européenne pour la formation a décidé d'aller plus loin et d'élaborer à l'intention des pays partenaires un guide sur les moyens d'améliorer leurs systèmes d'évaluation pour qu'ils se basent davantage, sinon intégralement, sur les compétences. Cette activité s'inscrira, parmi d'autres, dans le cadre du projet «ABC».

Le projet «ABC» d'évaluation basée sur les compétences

L'objectif global du projet «ABC» est d'élaborer à l'intention des pays partenaires un guide pour le développement de systèmes d'évaluation basés sur les compétences. La planification du projet prévoit plusieurs phases:

- ▶ mise au point d'un concept commun de l'évaluation des compétences englobant la définition des grands principes et le repérage des bonnes pratiques dans l'UE et les pays partenaires;
- ▶ adaptation du concept pour le traduire en un guide national d'évaluation pour

la Bosnie-Herzégovine, Malte, la Roumanie et l'Ouzbékistan;

- ▶ publication d'un document conceptuel sur l'évaluation des compétences.

Choix des partenaires pilotes

Le choix des quatre pays partenaires appelés à jouer le rôle de pays pilotes s'est effectué en fonction des développements en cours dans ces pays et des possibilités pour le projet d'alimenter des initiatives existantes ou nouvelles ayant des répercussions systémiques:

- ▶ la **Bosnie-Herzégovine** a publié un livre vert sur le développement de l'enseignement professionnel. Un Conseil national des normes et de l'évaluation est actuellement mis en place avec le soutien financier de la Banque mondiale. La poursuite de la réforme du système d'enseignement professionnel sera soutenue par l'Union européenne dans le cadre du programme CARDS pour les Balkans occidentaux.
- ▶ **Malte** a récemment mis en place le Conseil maltais des titres de qualifications professionnelles (MPVQAC) et ses comités d'élaboration de normes en vue de mettre sur pied un cadre national cohérent.
- ▶ La **Roumanie** a mis en place un Conseil des normes professionnelles et de la validation. Toute une série de normes ont été élaborées en peu de temps, et elles font actuellement l'objet d'une mise en œuvre dans le système éducatif. L'avenir financier du Conseil n'étant pas assuré, sa participation au projet devrait renforcer son rôle et consolider son statut.
- ▶ L'**Ouzbékistan**, qui est aux prises avec une croissance rapide de sa population et avec la transition économique, a lancé plusieurs mesures pour pallier aux problèmes de l'aggravation des niveaux éducatifs et de la progression du nombre de jeunes qui s'engagent dans la vie active démunis de qualifications professionnelles. La scolarité obligatoire a été prolongée et de nouveaux types d'écoles ont été créés, d'où la nécessité d'élaborer des normes et des curricula pour des centaines de professions.

Itinéraire du projet

Un séminaire de deux jours s'est déroulé fin février dans les locaux de la Fondation européenne pour la formation. Des experts en formation professionnelle de la Fondation, de l'UE et des pays partenaires ont discuté les développements intéressants en vue de dresser un constat des méthodes utilisées dans l'UE et dans les pays partenaires. Ce constat servira de base à l'élaboration d'un itinéraire national spécifique pour chaque pays partenaire pilote. Plusieurs séminaires nationaux sont prévus dans chacun des pays, et le résultat attendu est la validation de cha-

cun des itinéraires nationaux. Lors d'un deuxième séminaire prévu à Turin à la fin du printemps, les résultats des itinéraires nationaux seront présentés et intégrés dans un document conceptuel qui esquissera les principes généraux de l'évaluation des compétences.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Mme Gisela Schürings, Fondation européenne pour la formation, fax [+39] (011) 630.22.00, courrier électronique: gis@etf.eu.int.

Le Bulletin en plusieurs langues et dans divers formats

Le Bulletin UNESCO-UNEVOC est maintenant disponible en anglais, en arabe, en espagnol et en français. Les différentes versions linguistiques sont également disponibles sous forme numérique (fichiers PDF) et sur le site web du Centre. Si vous désirez recevoir le Bulletin UNESCO-UNEVOC dans une autre langue ou dans un autre format que jusqu'ici, prière de contacter l'éditeur. Les coordonnées du Centre international UNESCO-UNEVOC figurent en dernière page.

Commissions nationales pour l'UNESCO

Séminaire Éducation pour tous



L'éducation pour tous (EPT) représente la contribution essentielle de l'UNESCO à la réalisation des objectifs de développement des Nations unies pour le millénium. Son succès dans la coordination de la planification, de la dotation en ressources et de la mise en œuvre de l'éducation (*d'avantage* d'enseignement, de *meilleure qualité*, à *d'avantage* de bénéficiaires) dépendra de la capacité de l'UNESCO à collaborer avec toute une gamme de nouveaux partenaires – gouvernements, organisations multilatérales, ONG internationales et organisations locales de la société civile. Il dépendra également de la prise de conscience par tous ces organismes que l'EPT va bien au-delà de l'éducation de base: elle englobe des domaines tels que l'enseignement et la formation professionnels (EFP), qui ont des effets profonds, et trop souvent méconnus, sur le développement social et économique.

Le troisième des objectifs assignés à l'éducation pour tous est de «répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante».

Un séminaire organisé en novembre par la Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO a étudié la place de l'EFP dans l'ensemble du programme d'EPT, considérant les jeunes de 14 à 19 ans comme le groupe clé rattaché à cet objectif de l'EPT. Le séminaire faisait partie d'une série de manifestations visant à renforcer le profil de l'EPT et à favoriser à l'échelon international l'échange de bonnes pratiques. Chacun se rapporte à l'un des six objectifs de l'EPT. Les objectifs communs sont:

- ▶ de fournir un aperçu des progrès réalisés dans le monde entier vers la réalisation de l'objectif, et d'examiner les principaux obstacles;
- ▶ de fournir un aperçu des progrès réalisés vers la réalisation de l'objectif au Royaume-Uni, et d'examiner les principaux obstacles;
- ▶ de déterminer comment les expériences amassées au Royaume-Uni peuvent favoriser la réalisation de l'objectif sur le plan international.

Le séminaire, accueilli par le Westminster-Kingsway College, a bénéficié du soutien de la Learning and Skills Development Agency britannique. La plupart des participants représentaient des prestataires de formation, tant collèges à financement public que petits organismes indépendants. D'autres reflétaient les intérêts et l'expérience d'organisations telles que la BBC et le British Council. Tous ont nettement exposé leurs vues sur les rapides changements intervenus au Royaume-Uni les dix dernières années – qu'il s'agisse des finances et de la gestion, du contenu des curricula ou de l'évaluation et de la validation.

La participation au séminaire d'un représentant du Centre international UNESCO-UNEVOC (accompagné d'un spécialiste du Botswana), de l'Institut fédéral allemand pour la formation professionnelle (BIBB) de même que de l'équipe Partenariats professionnels du British Council, a assuré une mise en référence permanente avec les développements parallèles d'autres pays. Fait significatif, bon nombre des réformes britanniques récentes ont elles-mêmes tiré les fruits d'un examen attentif des approches de l'enseignement et de la formation professionnels d'autres pays.

Les aspects suivants se sont révélés constituer des préoccupations prioritaires – au Royaume-Uni, mais aussi dans le monde entier. Certains reflètent des impératifs antagoniques que des initiatives politiques successives ont tenté sans succès de concilier.

- ▶ **Participation:** le Royaume-Uni a vu les taux de participation des jeunes, notamment au niveau post-secondaire (16 ans et plus), se réduire après plu-

sieurs années de croissance constante. En même temps, la proportion des jeunes qui ne relèvent ni du système éducatif, ni d'une formation ou d'un emploi est plus ou moins stable. Parmi les obstacles qui s'opposent à une amélioration de la situation, on trouve le cloisonnement traditionnel entre les filières académiques et professionnelles, et les qualifications correspondantes. L'accès à un soutien financier direct est l'aspect primordial pour de nombreux futurs étudiants. Mais pour les étudiants qui ont un handicap ou des difficultés d'apprentissage, la majoration des bourses individuelles doit s'accompagner d'un renforcement du soutien institutionnel.

► **Information et orientation:** si son importance est manifeste lorsqu'il s'agit d'aiguiller les jeunes vers les programmes d'EFP adéquats, la qualité des prestations d'information et d'orientation peut aussi être décisive en amenant un individu à s'engager dans le processus d'apprentissage et à acquérir des qualifications qui lui seront utiles. Certains craignent que les pressions concurrentielles auxquelles sont soumis les prestataires d'éducation et de formation ne puissent compromettre la qualité dans ce domaine. Au Royaume-Uni, on tend parfois à intégrer l'information et l'orientation en matière d'éducation et de formation avec d'autres formes de soutien social et personnel aux jeunes jusqu'ici dispensées par différentes agences publiques.

► **Curricula:** le renforcement, ces dernières années, de la flexibilité des curricula a constitué un facteur important qui a permis d'améliorer la participation et les résultats – par exemple par l'élargissement des contenus, la combinaison d'approches académiques et professionnelles, le recours accru à la formation en situation de travail et à d'autres formes de partenariat avec les employeurs, la formation et le développement des personnels. Le Royaume-Uni a mis en place ces dernières années à l'échelle nationale un système d'évaluation de la qualité dans l'EFP, reflétant ainsi le souci très répandu d'élargir l'ampleur et la pertinence des curricula. Le débat se poursuit en ce qui concerne l'équilibre entre promotion des compétences spécialisées et des compétences génériques.

Ce sont des problèmes identiques que les pays du monde entier rencontrent lorsqu'ils veulent structurer leurs dispositifs d'EFP. Pour les participants à ce séminaire, il est apparu que la question essentielle qui se pose est *Faisons-nous ce qu'il faut?* plutôt que le coutumier *En faisons-nous assez?* L'UNESCO a un rôle primordial à jouer pour le repérage et la collecte des bonnes pratiques.

En matière d'EFP, il lui revient d'aider les États membres à opérer la jonction entre éducation et emploi. Les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif spécifique de l'éducation pour tous dans l'EFP auront donc une influence durable sur la position et l'influence de l'UNESCO dans le monde entier.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Simon Chambers, Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO, fax [+44] (20) 73894497, courrier électronique: simon.chambers@britishcouncil.org.

Sur le terrain

L'EFTP dans l'Autorité palestinienne

La contribution suivante est parvenue à la rédaction le 12 février 2002. La situation ayant depuis considérablement changé dans la région, il n'a pas été possible de contacter l'auteur au cours des dernières semaines pour lui demander d'exposer la situation telle qu'elle se présente actuellement.

Les 16 collèges professionnels et techniques (5 relevant des pouvoirs publics, 4 de l'UNRWA¹ et 7 privés) situés en Cisjordanie et à Gaza se trouvent confrontés à une situation extrêmement difficile depuis le début du soulèvement en septembre 2000. L'EFTP a un rôle capital à jouer pour atténuer la pauvreté et développer l'État palestinien en cours d'émergence. Les troubles militaires et politiques que connaît la région ont eu des répercussions négatives sur le processus éducatif dans les collèges d'EFTP et ils ont même mené à leur fermeture intégrale pendant différentes périodes. Les restrictions à la mobilité ont entraîné un problème chronique de présence des étudiants et des personnels qui risquaient leur vie lorsqu'ils se rendaient dans leur établissement. Afin de minimiser le risque, le Ministère palestinien de l'enseignement supérieur a enjoint aux étudiants de suivre des cours dans les collèges voisins même s'ils n'y sont pas en fait inscrits. Cette solution s'est avérée efficace pour les étudiants de Gaza qui ne peuvent se rendre dans leurs collèges de Cisjordanie. L'UNRWA, qui offre l'EFTP gratuite aux réfugiés palestiniens, a logé tous les étudiants et certains membres du personnel dans ses centres d'hébergement. Les autres ont été transportés par des véhicules de l'UNRWA.

On peut illustrer comment les collèges d'EFTP sont parvenus à enseigner dans ces circonstances en présentant les mesures prises

¹ Agence de l'ONU pour les réfugiés de Palestine



Ramallah, Cisjordanie, Autorité palestinienne, Centre de formation féminin de l'UNRWA.

par le Centre de formation féminin de Ramallah:

- mise en œuvre d'un plan d'urgence pour réagir à la difficile situation attendue;
- constitution de comités d'urgence et formation rigoureuse de leurs membres à la lutte contre l'incendie, aux premiers secours, à l'évacuation et à la réduction du stress des étudiants;
- adoption d'un calendrier flexible permettant d'étendre les cours au-delà des horaires normaux et de permuter les cours entre enseignants en fonction des besoins;
- mise en œuvre de la formation au poste de travail de manière flexible, c'est-à-dire en en modifiant le moment, la durée et le mode de réalisation en fonction de la nature de la spécialisation, de la stabilité et de la sécurité de la région et des impératifs des représentants du marché. C'est ainsi par exemple que les apprentis infirmiers et physiothérapeutes se sont présentés dans les hôpitaux, cliniques et centres de réhabilitation pour répondre aux besoins des blessés.
- formation des conseillers et personnels d'encadrement des élèves pour tenir compte des nouveaux défis psychologiques causés par l'incertitude et l'instabilité de la situation politique;
- renforcement de la sécurité des installations.

Il s'est avéré que l'efficacité de ces mesures n'a permis d'assurer qu'un niveau minimum de services jusqu'à ce que le voisinage du Centre de formation féminin de Ramallah soit assiégé et qu'il cesse donc de fonctionner pendant des semaines.

On peut se demander combien de temps il sera possible d'assurer l'EFTP dans cet état d'alerte renforcée dans un climat aussi tendu.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Dr Tafeeda Jarbawi, Centre de formation féminin de Ramallah, fax [+972] (2) 2956533, courrier électronique: tafeeda@P-OL.COM.

Janvier 2002



M. Wataru Iwamoto, Directeur de la Division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel, UNESCO, Paris, France



Dr Harald Wagner, Directeur général de l'association Bildung und Begabung, Bonn, Allemagne

Février 2002



Mme Veronica Volkoff, Center for Post Compulsory Education and Training Research, Melbourne, Australie



Mme Christine Merkel, Secrétaire générale adjointe pour l'éducation, les sciences et EXPO 2000, Commission nationale pour l'UNESCO, Bonn, Allemagne



Mme Phonephet Boupha, Directrice générale adjointe, Département de l'enseignement supérieur, technique et professionnel, Ministère de l'éducation, République démocratique populaire Lao



M. Grenville Jones, Conseiller au Department for International Development (DFID), Londres, Royaume-Uni

Mars 2002



Mme Brigitte Adler et M. Ulrich Kelber, députés au Parlement allemand, Berlin, Allemagne, accompagnés de

M. Harald Ganns, ambassadeur (er), Bonn, Allemagne

Avril 2002

Délégation de l'OIT et de l'UNESCO (voir «Coopération OIT-UNESCO»)

De nombreux invités qui ont assisté à l'inauguration officielle du Centre international UNESCO-UNEVOC (voir «Inauguration du Centre»).

► **Conférence «Employability – New Challenges for TVET: International IVETA Conference 2002»**



21 – 24 juillet 2002; Wilmar, Flic-en-Flac, Maurice; langue: anglais

Organisateur: Association internationale pour la formation professionnelle (IVETA)

Informations: Industrial and Vocational Training Board (IVTB), Maurice, tél. [+230] 6018164, 6018000, fax [+230] 6980848, 6984200, courrier électronique: iveta.registration@servihoo.com, site web: iveta2002.intnet.mu

► **Conférence «Pan- Commonwealth Forum on Open Learning: Transforming Education for Development»**



29 juillet – 2 août 2002; Durban, Afrique du Sud; langue: anglais

Organisateurs: Commonwealth of Learning (COL), National Association of Distance Education Organisations of South Africa (NADEOSA), Ministère

sud-africain de l'éducation

Informations: Helene du Toit, Event Dynamics, PO Box 98009 Sloane Park, Johannesburg 2152, Afrique du Sud, tél. [+27] (11) 7065010, fax [+27] (11) 4637195, courrier électronique: helene@eventdynamics.co.za, site web: www.col.org/forum2

► **Conférence «L'acquisition de compétences adaptées à la nouvelle économie»**



17 – 19 octobre 2002; Winnipeg, Manitoba, Canada; langues: anglais, français

Organisateur: Association canadienne de la formation professionnelle et UNEVOC-Canada, parrainée par Développement des ressources humaines Canada

Informations: Chris Chinien (Président de la conférence) tél. [+1] (204) 4748271, site web: www.umanitoba.ca/unevoc/2002conference

► **Conférence «Second Saudi Technical Conference and Exhibition (STCEX 2002)»**

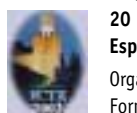


26-30 octobre 2002; Riyadh, Arabie saoudite; langues: arabe et anglais

Organisateur: Organisation générale pour l'enseignement technique et la formation professionnelle (GOTEVOT)

Informations: Chairman of the Scientific Committee, First Saudi Technical Conference and Exhibitions (STCEX 2002), P.O. Box 286074, Riyadh 11323, Royaume d'Arabie-saoudite, tél. [+966] (1) 4038991, fax [+966] (1) 4065765, site web: www.gotevot.edu.sa/stcex2002

► **Conférence «International Conference on Information and Communication Technologies in Education»**



20 – 23 novembre 2002; Badajoz, Espagne; langue: anglais

Organisateur: Université d'Estrémadure, Formatex et Innovatex

Informations: José Antonio Mesa González (INNOVA-TEX), C/Encarnación, 3 1ºE, 06001 Badajoz, Espagne, tél. [+34] 620805649, courrier électronique: secretaria@formatex.org, site web: www.formatex.org/icte2002.html

 **Calendrier des séminaires**

«**Designing Instructional Media and Learning Environments**»

6 – 17 mai 2002; Turin, Italie; langue: anglais (voir ci-dessous: contact II)

«**Training of Trainers**»

13 – 24 mai 2002; Addis-Abeba, Éthiopie; langue: anglais (voir ci-dessous: contact II)

«**Evaluación de impacto de la educación y formación profesional**»

20 – 31 mai 2002; Turin, Italie; langue: espagnol (voir ci-dessous: contact I)

«**Designing and Delivering Competency-based Training**»

10 – 21 juin 2002; Bangkok, Thaïlande; langue: anglais (voir ci-dessous: contact II)

«**Nouvelles évolutions dans les technologies de la formation**»

17 – 28 juin 2002; Turin, Italie; langue: français (voir ci-dessous: contact II)

«**Les femmes, la pauvreté et l'emploi**»

1 – 12 juillet 2002; Turin, Italie; langue: arabe (voir ci-dessous: contact I)

«**Desarrollo de recursos humanos basado en competencias**»

8 – 12 juillet 2002; Mexique; langue: espagnol (voir ci-dessous: contact II)

«**Comprendre l'entreprise: la formation à l'entrepreneuriat dans les établissements de formation professionnelle et technique**»

22 juillet – 2 août 2002; Turin, Italie; langue: français (voir ci-dessous: contact II)

«**Analyse du marché du travail**»

5 – 9 août; Turin, Italie; langue: arabe (voir ci-dessous: contact I)

«**La gestion des connaissances et les réseaux, défis actuels pour la formation agricole**»

19 – 31 août 2002; Fribourg, Suisse; langues: anglais, allemand, français (voir ci-dessous: contact III)

«**Evaluation of Training Systems**»

2 – 6 septembre 2002; Bangkok, Thaïlande; langue: anglais (voir ci-dessous: contact I)

«**Gestión y certificación de sistemas de formación**»

16 – 27 septembre 2002; Turin, Italie; langue: espagnol (voir ci-dessous: contact I)

«**Nuevas tendencias en las tecnologías de la formación**»

16 – 27 septembre 2002; Turin, Italie; langue: espagnol (voir ci-dessous: contact II)

«**Formação de formadores**»

16 – 27 septembre 2002; Luanda, Angola; langue: portugais (voir ci-dessous: contact II)

«**Información del mercado de trabajo y formación**»

21 octobre – 1er novembre 2002; Turin, Italie (et tournée d'étude en Italie et en Allemagne); langue: espagnol (voir ci-dessous: contact I)

«**Concevoir des médias et des environnements de formation**»

4 – 15 novembre 2002; Turin, Italie; langue: français (voir ci-dessous: contact II)

«**Puesta en marcha de la formación a distancia**»

11 – 15 novembre 2002; Bolivie; langue: espagnol (voir ci-dessous: contact II)

«**Tutoría del aprendizaje en la formación a distancia**»

18 – 22 novembre 2002; Bolivie; langue: espagnol (voir ci-dessous: contact II)

«Diseño de medios de formación y ambientes de aprendizaje»

2 - 13 décembre 2002; Turin, Italie; langue: espagnol (voir ci-dessous: contact II)

«Training Technology: Competency-based Training of Trainers»

Date à préciser (inscription à partir du 1er septembre 2002); lieu à préciser; langue: anglais (voir ci-dessous: contact II)

«Tecnología de la formación: formación de formadores basada en competencias»

Date à préciser (inscription à partir du 1er avril 2002); lieu à préciser; langue: espagnol (voir ci-dessous: contact II)


Les séminaires stipulant les références de contact I et II sont organisés par le Centre international de formation de l'OIT, Viale Maestri del Lavoro 10, 10127 Turin, Italie.

Pour les séminaires stipulant la **référence de contact I**, des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de M. Fluitman, tél. [+39] (011) 6936757 / 6936111, fax [+39] (011) 6936451, courrier électronique: emp@itcilo.it.

Pour les séminaires stipulant la **référence de contact II**, des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de M. Pujol, tél. [+39] (011) 6936391 / 6936111, fax [+39] (011) 6936469, courrier électronique: sme@itcilo.it.

Pour les séminaires stipulant la **référence de contact III**, des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du Centre International d'Études Agricoles (CIEA), tél. [+41] 313222619, fax [+39] (011) 313222634, courrier électronique: heidi.huerlimann@blw.admin.ch, site web: www.ciea.ch.

Publications

 «Révision de la recommandation sur le développement des ressources humaines»; OIT; CD-rom; 2002; disponible en anglais, français et espagnol; gratuit; peut être commandé auprès de l'OIT, Programme focal sur les compétences, les connaissances et l'employabilité, tél. [+41] (22) 7997512, fax [+41] (22) 7996310, courrier électronique: ifpskills@ilo.org, ou bien téléchargé sur Internet à www.ilo.org/public/english/employment/skills/recomm/index.htm. Le CD-rom est destiné aux décideurs, chercheurs et praticiens de la formation, auxquels il sert d'outil pour formuler et mettre en œuvre des politiques et programmes de formation. Il est particulièrement utile pour les mandants institutionnels de l'OIT (gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs) œuvrant à la révision de la Recommandation, un point de discussion prévu pour la Conférence internationale du travail pour 2003 et 2004. Le CD contient également le texte intégral du rapport «Apprendre et se former pour travailler dans la société du savoir» (cf. *Bulletin UNESCO-UNEVOC*, janvier 2002/2, page 8). Ce rapport passe en revue les éléments

récents en matière de politique, de législation et de pratique de la formation dans les États membres de l'OIT. Les questions qu'il formule font référence au texte intégral des Conventions et Recommandations de l'OIT de même qu'aux normes d'autres organismes internationaux. Élaborée par le Programme focal de l'OIT sur les compétences, les connaissances et l'employabilité, cette publication sera révisée et mise à jour lorsque de nouvelles informations seront disponibles. Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Torkel Alfthan, tél. [+41] (22) 799 7091; courrier électronique: alfthan@ilo.org.



«Recueil de directives pratiques sur la gestion du handicap sur le lieu de travail»; OIT; env. 30 pages; 2001;

disponible en anglais, français et espagnol; gratuit, peut être commandé à ifpskills@ilo.org et est disponible sur Internet, à www.ilo.org/employment/skills. Le Code indique aux employeurs comment recruter des handicapés et conserver l'emploi des travailleurs qui se trouvent frappés par un handicap. Il peut être mis en œuvre par tous les employeurs des pays développés et en développement. Il reflète la prise de conscience de plus en plus répandue que les handicapés peuvent apporter une contribution précieuse à la performance des entreprises et à l'économie. Il souligne par exemple que l'on peut en gérant l'incapacité au poste de travail économiser temps et prestations d'assurance et de soins, de même que les coûts de recrutement et de formation de personnels appelés à remplacer les handicapés. Les pratiques et les structures existantes de gestion des ressources humaines peuvent être utilisées pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie de gestion de l'incapacité. Les pouvoirs publics devraient tracer le cadre juridique et politique et faire en sorte que des services de qualité soient à la disposition des employeurs qui en ont besoin. Les représentants des travailleurs peuvent défendre les intérêts des travailleurs handicapés et agir en faveur de l'embauche et du maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés. Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Barbara Murray, tél. [+41] (22) 799 63 76; courrier électronique: murray@ilo.org.



«Guide to worker displacement»; M. Hansen (OIT); 2001; disponible en anglais, 8 euros; peut être commandé auprès de M. Neil Thornton, Publications OIT, 4 route des Morillons, CH-1211 Genève 22, Suisse; fax [+41] (22) 7998578; email: thornton@ilo.org, ou téléchargé sur Internet à www.ilo.org/public/english/support/publ/books.htm. Ce produit du Programme focal sur les compétences, les connaissances et l'employabilité fournit une vue d'ensemble sur les problèmes des licenciements massifs et l'éviction des travailleurs

dans certaines économies industrielles et en transition. Il présente des recommandations pratiques à l'intention des collectivités et des employeurs, leur indiquant comment éviter les licenciements et mettre en place des programmes de reconversion des travailleurs, y compris programmes de formation et de recyclage à l'intention des travailleurs évincés. Le guide se compose d'une série de «modules d'action» pouvant être utilisés par les collectivités locales, les spécialistes de la reconversion industrielle et les centres de ressources d'assistance aux travailleurs afin de prévenir l'éviction des travailleurs ou d'en atténuer les effets.



Le *bulletin UNESCO-UNEVOC* est publié plusieurs fois par an par le Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, Bonn, Allemagne (Centre international UNESCO-UNEVOC).

Éditeur: Marion Mitschke

Équipe de rédaction: Rupert Maclean, Hans Krönner, Albert Koopman, Sjoukje Schots, Josiane Blanc-Mannheim, Sabine Aych

Traduction: Max Guggenheim, Berlin

Le Bulletin UNESCO-UNEVOC est actuellement publié en anglais, arabe, français et espagnol:

- en version imprimée;
- en version numérique dans Adobe Acrobat (format PDF);
- sur le site web à www.unevoc.de/bulletin.

Il peut être téléchargé, réimprimé et distribué gratuitement, sous forme intégrale ou partielle, sous réserve de mention de la source.

Pour vous abonner à l'une des versions susvisées ou pour tout autre correspondance, prière de contacter...

... pour les versions anglaise, française et espagnole:

UNESCO-UNEVOC International Centre
Hermann-Ehlers-Str. 10, 53113 Bonn, Allemagne
Tél. [+49] (228) 243370, Fax [+49] (228) 24337-77
Courrier électronique: bulletin@unevoc.de
www.unevoc.de/bulletin

Si vous désirez vous abonner, veuillez spécifier la langue (anglais, français ou espagnol) et la version (imprimée ou PDF) désirées et indiquer votre nom et votre adresse postale complète (pour les versions imprimées) ou votre nom et votre adresse électronique (pour les versions numériques).

... pour la version imprimée en langue arabe:

UNESCO Beyrouth Office
M. S. Sulieman
B.P. 5244, Beyrouth, Liban
Tél. [+961] (1) 850015, Fax [+961] (1) 824854
Courrier électronique: s.sulieman@unesco.org

Déni de responsabilité:

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.